



L'Espoir du Monde

Bulletin des socialistes chrétiens - Fondé en 1908

«Socialiste parce que chrétien»

www.frsc.ch

dans ce numéro:

- **La dette**
(thème de notre journée du 16 février)
p. 1-5
- **La décroissance... ou la mort**
(p. 6)

sommaire complet en p. 12

Retours:

Georges Nydegger
Falquets 15
1 223 Cologny

P.P.
1450 Ste-Croix

Notre journée du samedi 16 février 2013
Le Tempo, Quai de la Thièle 3, Yverdon-les-Bains,
9h30-16h00

Edito

Europe : à qui profite la dette ?

La dette publique est un problème connu de longue date par de nombreux pays en voie de développement et émergents. Elle est désormais présente au cœur des agendas et des préoccupations politiques des pays dits riches, notamment en Europe.

Nous souhaitons, au cours de cette journée, tenter de proposer des réponses à ces questions :

- Comment en est-on arrivé à cette situation ?
- A qui profite la dette ?
- Quelles sont les pistes connues, ou à inventer, pour s'en libérer ?

M. **Dimitri Andronicos**, théologien, assistant à la Faculté de théologie de Genève et membre du comité de la FRSC, ouvrira la journée par une réflexion théologique et philosophique: *La dette est-elle une fatalité ?* Pouvons-nous effacer une dette ? Au près de qui sommes-nous en dette ? Le problème de la dette est la fois un problème économique et philosophique; elle indique un certain type de rapport au temps et à autrui; elle est liée aussi à une conception de la faute et de la rémission.

M. **Edouard Dommen**, économiste et membre du comité de la FRSC, sous le titre *Dettes et violences structurelles* évoquera le scénario biblique du jubilé et la question du partage équitable des risques et des bénéfices ainsi que le refus des dettes odieuses.

M. **Paul Dembinski**, professeur à l'Université de Fribourg, président de l'Association internationale pour l'enseignement chrétien et directeur de l'Observatoire de la finance, nous propose un exposé intitulé *La dette, emplâtre sur une jambe de bois ?* La montée tous azimuts de l'endettement témoigne d'une fuite en avant face aux demandes et détresses sociales qui ne cessent de monter. Ce modèle socio-économique est aujourd'hui arrivé au terminus : il faut donc changer de train.

Enfin, M. **Samuel Bendahan**, député, chargé de cours à l'EPFL et président de la commission économie-finances-fiscalité du PS VD, tentera de proposer des pistes pour relancer l'économie pour tous: austérité ou courage ? Avec un principe directeur : le bien commun, c'est la fin et les moyens d'y arriver.

Toute personne intéressée est cordialement invitée à participer à cette journée d'étude du 16 février 2013, à Yverdon.

Le comité de la Fédération romande des socialistes chrétiens

Programme détaillé en p. 3

Fédération romande des socialistes chrétiens
Procès-verbal de l'Assemblée générale du 4 février 2012
à la Salle des Cantons, Buffet CFF, Lausanne - 16h15-16h50

Présents: 20 personnes
Présidence: Georges Nydegger

1. P.-V. de l'Assemblée du 5 février 2011

(publié dans *l'Espoir du Monde* n° 147)

Il est adopté tel quel.

2. Rapport du président

Georges Nydegger se dit heureux à la fois d'avoir trouvé un successeur et d'avoir pu rendre service pendant deux ans à la présidence de notre Fédération. Il dit sa conviction que notre petit effectif ne signifie pas que nous n'avons pas un rôle à jouer.

Le comité romand a tenu 5 séances, principalement consacrées à la préparation de la journée annuelle et à la publication de *l'Espoir du Monde*. Le président a participé à l'assemblée de nos camarades alémaniques.

Son rapport est adopté sans autre.

3. Comptes

Comme ces dernières années, les comptes sont largement bénéficiaires: plus de fr. 4'000.- de bénéfice et un capital proche de fr. 27'000.-. G. Nydegger remercie son épouse qui fait l'essentiel du travail. Les vérificateurs Patrice Pittori et Marcel Martignier (remplaçant Didier Zumbach, excusé) confirment la parfaite exactitude des comptes qui sont ensuite adoptés à l'unanimité.

4. Budget, cotisation, abonnement

Les frais importants de la journée du 4 février 2012 (annonces dans les journaux, location de la salle) rendent le budget moins optimiste que le précédent. Mais la situation de la caisse conduit l'assemblée à soutenir la proposition du comité: l'abonnement et la cotisation sont maintenus à leur niveau: 20.- l'abonnement, 40.- l'abonnement et la cotisation.

5. Renouveaulement du comité

Statutairement, le comité élu en février 2011 n'est pas soumis à réélection cette année. Cependant Bertrand Zweifel (raisons de santé) et Bertrand Nussbaumer (raisons de surcharge) quittent le comité. L'effectif de ce dernier étant surcomplet depuis l'an dernier, il n'est pas indispensable de leur trouver des remplaçants. Toutefois, Alexandre Mayor, pasteur, se déclare intéressé à rejoindre le comité. Il est élu par acclamations et le comité compte donc désormais les dix membres suivants: Pierre Aguet, Dimitri Andronicos, Théo Buss, Rémy Cosandey, Edouard Dommen, Vincent Léchaire, Jean-François Martin, Alexandre Mayor, Georges Nydegger, Roger Saugy.

Georges Nydegger est très heureux de proposer à l'assemblée de porter à la présidence de la Fédération Vincent Léchaire, éducateur spécialisé, membre du comité depuis une année. Il est élu par acclamations.

Jean-François Martin, secrétaire et rédacteur, ainsi que Georges Nydegger, administrateur, conservent leurs fonctions.

Les vérificateurs des comptes, Patrice Pittori et Marcel Marti-

gnier, sont également reconduits dans leur fonction.

6. Divers et propositions individuelles

Le secrétaire communique que le comité envisage d'utiliser notre important capital pour la promotion de notre mouvement et de nos idées: publicité (coûteuse) pour la présente journée, action tournée vers la jeunesse, à définir, et utilisation du prétexte de notre 100^e anniversaire (en 2014) pour une manifestation bien visible.

M. C. Hennard propose que la Fédération fasse un geste financier en faveur d'une association qui promeut le dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Le Comité examinera cette proposition.

Pierre Aguet remet un petit cadeau aux orateurs et organisateurs de la journée, ainsi qu'au président et au secrétaire.

Jean-François Martin remercie Bertrand Zweifel pour sa fidélité aux séances du comité et sa collaboration régulière à *l'Espoir du Monde*.

Le secrétaire:
J.-F. Martin

Assemblée générale de la Fédération romande des socialistes chrétiens

Le Tempo, quai de la Thielle 3, Yverdon
samedi 16 février 2013, 16h00

Ordre du jour:

- Adoption du P.-V. de l'assemblée du 4 février 2012 (*texte ci-dessus*)
- Rapport du président
- Adoption des comptes
- Budget, cotisations, abonnement
- Renouveaulement du comité
- Divers et propositions individuelles

Vincent Léchaire, président



Fédération romande des socialistes chrétiens

Journée de réflexion et d'échange du samedi 16 février 2013

Le Tempo, quai de la Thièle 3, Yverdon-les-Bains

www.frsc.ch (anc. «Rive Gauche» et «Cercle ouvrier», à 5 min. à pied de la gare)

Europe: à qui profite la dette ?

- 9h30 Accueil, ouverture de la journée
- 9h45 **La dette est-elle une fatalité ?**
Dimitri Andronicos, théologien, assistant à la Faculté de théologie de Genève, membre du comité de la FRSC
- 10h00 **Dettes et violences structurelles**
Edouard Dommen, économiste, membre du comité de la FRSC
Discussion
- 10h45 **La dette, emplâtre sur une jambe de bois ?**
Paul Dembinski, professeur à l'Université de Fribourg, président de l'Ass. internationale pour l'enseignement chrétien, directeur de l'Observatoire de la finance
Discussion
- 12h00 Repas (inscription à 10h15, ou 021 944 56 71 ou redaction@frsc.ch)
- 14h00 **Relancer l'économie pour tous: austérité ou courage ?**
Samuel Bendahan, député, chargé de cours à l'EPFL, président de la Commission économie-finances-fiscalité du PS VD
- 15h00 Discussion générale
- 16h00 **Assemblée générale de la Fédération romande des socialistes chrétiens**
- 16h45 Clôture de la journée

Entrée libre - collecte pour les frais

Renseignements

Jean-François Martin, secrétaire romand, info@frsc.ch (021 944 56 71)

«Remets-nous notre dette...»

«Remets-nous notre dette comme nous remettons leur dette à ceux qui en ont une envers nous.» (Matthieu 6,12)

«Tous les sept ans, vous accorderez une remise de dette à vos débiteurs.» (Deutéronome 15,1)

«Si vous prêtez quelque chose à un compatriote, argent, nourriture ou autre, n'exigez de lui aucun intérêt.» (Deutéronome 23,20)

«Prêtez sans rien espérer en retour» (Luc 6.35)

Cette demande de la prière emblématique du christianisme, cette injonction de l'Evangile de Luc et ces passages de l'Ancien Testament se rappellent à mon bon souvenir alors que de toute part nous entendons parler de dettes, celles des ménages, des Etats, des entreprises, et des intérêts qui les accompagnent. Les chrétiens ont tout intérêt à revisiter leur classique sur la question. La société dans son ensemble gagerait à regarder de très près un système monétaire fondé sur la dette et les intérêts, système qui atteint ses limites et qui débouche sur une situation de crise qui semble ne pas avoir de fin.

La situation de l'économie au XXI^e siècle n'est certes pas comparable aux pratiques antiques et israélites d'il y a plus de 2000 ans. A l'époque, un débiteur qui ne pouvait plus honorer une dette était réduit à l'état de serviteur de son créancier. Aujourd'hui, au travers de notre système monétaire complexe, le rapport débiteur-créancier demeure, et débouche sur d'autres formes de servitudes.

Ancien Testament: tout appartient à Dieu

La législation des livres de la loi posent un certain nombre de principes dont le rejet du prêt à intérêt entre compatriotes et la remise régulière des dettes (tous les 7 ou 50 ans selon les livres, Deut. 15, 1; Lévit. 25, 8). Ces deux institutions sont visiblement là pour éviter qu'un déséquilibre économique ne se creuse d'avantage (interdit des intérêts) et pour rééquilibrer un équilibre rompu (remise de la dette). Théologiquement, de telles mesures se justifient par le fait que tout appartient à Dieu (Lévit. 25, 23) et que celui-ci se présente comme

le libérateur de son peuple de l'esclavage en Egypte; celui-ci n'a pas été libéré pour être à nouveau rendu servile (Lévit. 25, 41-42).

Calvin: le prêt avec intérêts légitimé mais encadré

Le christianisme a poursuivi sur la lancée juive en interdisant le prêt à intérêt pendant très longtemps, s'appuyant aussi sur Aristote et son principe que l'argent ne doit pas pouvoir «faire des petits». Mais l'interdit du prêt à intérêts est partiellement contourné durant la période médiévale. La Réforme, par la voix de Calvin, va rouvrir la porte du prêt avec intérêts qui est justifié et encadré. C'est notamment en cela qu'il est célébré ou critiqué comme un précurseur du capitalisme. Pour faire justice à Calvin, il faut lui rendre doublement hommage. La levée de l'interdiction des intérêts sur le prêt de production (qui permet au débiteur une activité économique qui va l'enrichir) va contribuer à l'essor économique des pays protestants. En effet, l'absence de prêt à intérêts conduisait plus facilement dans les périodes antérieures à la thésaurisation, donc à une moindre circulation de l'argent, et par conséquent à une moindre activité économique. Par ailleurs, Calvin ne lève pas l'interdit de l'intérêt sur le prêt à la consommation et il encadre la relation débiteur-créancier de nombreuses limitations qui, comme les principes des Ecritures juives, cherchent à maintenir un équilibre et à protéger les débiteurs. Ainsi, aucun être humain ne saurait être réduit au chômage pour satisfaire les droits qu'un créancier aurait sur lui, même si ces droits sont légitimes. Dans le même sens, pour Calvin, le débiteur a le droit à l'intimité de son domicile, que le créancier ne saurait

venir fouiller pour y trouver des biens à confisquer. A mettre en rapport avec les subprimes et les plus de 7 millions de saisies de logements effectuées aux Etats-Unis ! Calvin refuse aussi l'imposition d'un échéancier à un débiteur qui n'est pas en mesure de rembourser.

A le lire, on constate donc qu'il a compris que la libération de l'interdit de l'intérêt sur les prêts de production engendrera une création de richesse et que, en même temps, il propose un encadrement très serré de sa pratique, tant par le cadre légal que par l'éthique personnelle, chacun étant invité à agir selon ce qu'on voudrait que les autres hommes nous fassent. Force est de constater qu'un encadrement et des limitations réactualisées, tels que préconisés par Calvin, n'ont pas cours aujourd'hui et que le déséquilibre entre débiteurs et créanciers atteint des sommets.

Les créanciers en position de force

L'exemple des dettes souveraines des Etats, problématique qui a rejoint de façon brutale les économies développées, est une des manifestations de ce problème structurel. On connaissait déjà les parts indécentes de budgets nationaux allouées au service de la dette publique dans bien des pays en développement (Kenya: 40% du budget sur la période 1992-1997, contre 12,6 % aux services sociaux). Les pays de l'OCDE sont rattrapés par la problématique. Et lorsque les créanciers sont en position de force, ils sont souvent en mesure d'imposer leur volonté. On ne compte plus les pays passés par un plan d'ajustement structurel imposé par l'extérieur, généralement via le FMI. La Grèce en est un des derniers exemples en date. Force est de

constater que les plans imposés à ce pays pour le «sauver» n'ont fait, jusqu'ici, que l'enfoncer encore un peu plus dans la crise, et visaient en priorité, selon de nombreuses sources, à préserver les intérêts des créanciers étrangers. Comment ne pas voir qu'effectivement d'autres pays suivront, quand le Portugal doit emprunter à des taux de 14% pour des obligations à 5 ans. Quiconque a un jour contracté un emprunt, ou fait preuve d'un peu de jugeote, sait que des intérêts pareils mènent tout droit au défaut de paiement. La France qui peut emprunter à 1,26% à 5 ans, devait déjà consacrer 15,9% de son budget au service de la dette en 2011.

Des causes variées

Cette situation complexe est née d'une multitude de facteurs que les économistes tentent d'expliquer. Elle a des causes variées selon les pays: baisse de l'imposition et perte de moyens pour l'Etat, crise immobilière et faillites bancaires épongées par l'Etat, déficit chronique de la balance commerciale, diminution de la part des salaires dans les revenus par rapport au capital

dont découle un ralentissement économique, obligation pour les Etats de l'Union européenne de se financer sur les marchés bancaires, évasion fiscale, etc.

Parmi ces causes, nous retenons notamment les dépenses fiscales. Un Etat dispose de deux moyens de remplir ses caisses: l'impôt et l'emprunt. La théorie économique dominante étant anti-impôt et la concurrence fiscale à l'œuvre, les pays développés se livrent de longue date à une sous-enchère fiscale qui vide leurs caisses. Les pertes fiscales annuelles, fruits de dépenses fiscales (baisses d'impôts) des dix dernières années, sont estimées en France à 137 milliards en 2009, largement de quoi rendre les budgets excédentaires.

On répète à l'envi des chiffres de dettes par personne qui «seront léguées aux générations futures». Certes, elles seront léguées, mais les transferts de richesses sont déjà très actuels; les gouvernements (débiteurs) paient aujourd'hui leurs créanciers (banques, assurances, fonds de pension, autres Etats, etc.). Si tous les citoyens d'un pays naissent avec une part de la dette publique,

certain viendront par contre au monde avec en héritage des créances publiques; et il y en a, logiquement, pour des montants équivalents aux dettes.

En tout état de cause, les structures actuelles nous valent une envolée des dettes (Etats, entreprises, ménages) et parallèlement des créances. Alors que l'on pense être dans une économie menée par des entrepreneurs, la réalité est plus proche d'une économie du rentier, et de son corollaire, le débiteur. La Bible avait proposé des principes de rééquilibrage et de correction des inégalités économiques pour éviter des servitudes définitives. Calvin sut accepter les intérêts comme facteur de circulation de l'argent et de développement tout en leur donnant un cadre stricte protégeant les faibles. Notre époque semble vouloir donner l'essentiel des droits aux créanciers conduisant à des servitudes aussi bien humaines que de la nature. Il faudra trouver des alternatives.

C'est ce que nous nous proposons d'explorer dans une suite de cet article.

A.M.

Une dette illégitime ?

S'il est un débat qui fait la une des journaux depuis environ quatre ans, c'est bien l'endettement des Etats développés. Par contre, ce qui est nouveau et très rarement évoqué, c'est la question de la légitimité de cette dette. Le journal *Une seule terre*, publié par Pain Pour le Prochain, aborde cette question dans son numéro de juillet et rappelle la situation dramatique des pays du sud dont nous sommes bien informés. Il explique les dispositions prises par l'Equateur qui a été le premier pays au monde à effectuer un audit complet sur sa dette.

La commission mise sur pied a épluché les comptabilités publiques, des montagnes de contrats et son verdict a été implacable: une bonne partie

de cette dette a été utilisée à financer des projets inaboutis, à acheter de l'armement, à distribuer des pots de vin. Il convenait donc, selon la commission, de contester cette dette devant les tribunaux. Le gouvernement n'a pas suivi sa commission, mais fort de cette analyse, il l'a renégoциée avec les principaux créanciers privés. Cette dette a alors passé de 3'000 à 900 millions de dollars et fait économiser à l'Etat équatorien 300 millions d'intérêts par année. Bravo.

Dans ce dossier, rappelons les chiffres récents et très significatifs qui concernent l'Afrique subsaharienne. Sa dette a passé en un an, de 2009 à 2010, de 243 à 278 milliards d'US dollars. Pour chaque dollar reçu de l'Occident, cette

partie défavorisée du monde lui en renvoie cinq pour honorer son service de la dette. Si cela marche si bien avec les pays du Sud, pourquoi ne pas faire la même chose avec les pays du Nord ?

Alors que tous les pays occidentaux ont réagi de la même manière, qu'ils se sont tous fortement endettés pour sauver leurs banques, Etats-Unis, Europe et Suisse avec l'UBS, il convient de se souvenir qu'un petit pays de 350'000 habitants a réagi très différemment. *Le Courrier* du 16 juin nous rappelle que l'Islande, en 2009, contre l'avis de son gouvernement, a quant à elle décidé de juger ses banquiers et de les laisser faire faillite.

Ce qui est nouveau et dont on n'entend pas assez parler,

c'est que de plus en plus de citoyennes et citoyens français se constituent en clubs dans tous les pays pour poser à ce sujet de très nombreuses bonnes questions. *Le Monde diplomatique* en énumère une série dans son numéro de juin 2012:

- Est-il bien exact que les directeurs des banques sauvées par le trésor public s'assurent des revenus de 2 à 15 millions ?

- Est-il bien exact que M. Rato, ministre de l'économie sous Aznar, président du FMI de 2004 à 2007, a pris la direction de la quatrième banque espagnole pour la faire couler en un an ?

- Est-il vrai que la fraude fiscale en Espagne est estimée à 80 milliards d'euros, soit 80% de toute l'aide que l'Union Européenne apporte à ce pays en crise ?

- Les cadeaux fiscaux décidés en France depuis les années 2000 représentent-ils bien un manque à gagner de 100 mil-

liards d'euros par année ?

- Les USA et le Royaume-Uni ont-ils bien des banques centrales qui prêtent à l'Etat à des taux proches de zéro alors que la Banque centrale européenne n'y est pas autorisée ?

- Est-il vrai que, si la cette banque avait été autorisée à faire des prêts à 1% aux états membres, aucun de nos pays ne serait confronté à une dette jugée insupportable ?

- Qui sont les détenteurs de cette dette ? Les banques, les assurances, les émirs du pétrole ?

- Les dépenses de l'Etat français auraient passé, depuis les années 80 de 22 à 18 % du PIB. Faut-il donc comprendre qu'on a voulu assécher l'Etat de ses recettes ?

A côté des partis de gauche (PS non compris), de diverses ONG, d'Attac, et d'autres qui animent ces groupes de réflexion, il y en a un nouveau dont nous découvrons l'existence: celui des économistes

atterrés.

Assécher l'Etat de ses recettes et confier aux instituts bancaires spéculateurs le soin d'assumer le financement des activités publiques ne peut conduire qu'à la catastrophe. Nous apprenons encore que les charges d'intérêt versées par l'Etat français entre 1980 et 2009 s'élèvent à 1'340 milliards d'euros, ce qui est presque le montant de sa dette actuelle, 1500 milliards.

En conclusion, réjouissons-nous de l'ampleur de ce mouvement et de ce questionnement. En cherchant à expliquer la part légitime de la dette publique et celle qui ne l'est pas, il sera possible d'élargir la prise de conscience de la population, appelée partout à payer, au prix fort, les abus et les dysfonctionnements d'une économie confiée à trop de gens indignes de leurs responsabilités.

Pierre Aguet

La décroissance... ou la mort

La peur est proportionnelle à la richesse que l'on détient.

C'est une des raisons pour lesquelles, aujourd'hui, les Suisses avalent autant de couleuvres.

(Njo Moubiala, chauffeur de taxi congolais à Neuchâtel)

Lors d'un récent voyage aux Etats-Unis, j'ai été frappé par la place grandissante de la peur dans la population. Par hasard, au bord de l'Atlantique, j'y fus le témoin de la mobilisation autour du cadavre d'un noyé. Comme il n'y a qu'un numéro de secours (911), que quelqu'un avait appelé, j'ai assisté à l'arrivée d'une escouade de pompiers, d'une autre de flics, ainsi que d'une ambulance. Autre exemple: à deux reprises, j'ai été embrigadé dans l'évacuation des logements d'étudiants, où nous, les participants à l'Assemblée de l'Alliance réformée mondiale, à Grand Rapids, étions installés. Un signal d'alarme strident retentit au milieu de la nuit, et tout le monde fut obligé de descendre dans la rue en pyjama. Raisons: la première fois, quelqu'un avait fumé dans un lieu *no smoking*, la seconde fois, la météo

prévoyait un violent orage. En fin de compte, c'était un orage moyen, comme nous en avons tous les étés ici...

Les Etats-Uniens ont mis au point un système de sécurité - renforcé depuis le 11 septembre - policé, compliqué, extrêmement cher, qui tend à contraindre tou-te-s les citoyens-nes à entrer dans un moule unique. A Boston (Massachusetts), une très belle ville par ailleurs, superbement rénovée, les chiens sont interdits de bus, les oranges du Canada sont confisquées, ne présentant pas la haute sécurité exigée. J'ai aussi pu observer des exemples d'angoisse chez les gens, que ce soit devant le feu, la tempête, ou le soi-disant danger présenté par des faciès supposés arabes... A Grand Rapids, ville du Michigan de plus d'un million d'habitants,

j'ai aperçu un grand *Anxiety Resource Center*.

Le comble !

L'Etat déresponsabilise les citoyen-nes, comme s'il voulait les protéger contre eux-mêmes. Cela engendre un réflexe grégaire. Et mon ami de Boston, autrefois religieux au Chili et en Bolivie, de commenter: quand j'étais jeune il n'y avait pas tout ça ! Encore un exemple: je suis assis dans un *Greyhound bus* près d'un passager qui n'arrête pas de grignoter des produits sortis de ces sachets de plastic au bruit désagréable. Il doit peser au moins 130 kg, et n'a sûrement pas plus de 25 ans... c'est cette société qui secrète l'obésité.

Sur le plan économique, le système a produit une loi qui entrave fortement les oeuvres d'entraide dans la création de programmes d'emploi,

parce que ceux-ci pourraient représenter «une concurrence pour les entreprises» ! Sous la pression des multinationales de l'agro-alimentaire, il est maintenant même question d'interdire les jardins familiaux. Non mais, ça va ?

Au lieu de choisir un autre modèle, en Europe, nous avons singé et continuons de singer cette société décadente dont les origines, évidemment, viennent de chez nous via les émigrants: priorité à l'auto privée (et adulée), autoroutes, grandes surfaces et *malls* (centres commerciaux), privatisation à outrance, et puis tous les gadgets électroniques. Nous nous sommes laissés envahir, ou n'avons réagi que mollement. Nous mènera-t-on par le bout du nez, jusqu'à l'effondrement ? Je suggère que nous nous inspirions plutôt de tout ce qu'il y a de meilleur dans les Amériques.

Le grand tournant

Les maîtres à penser, Emerson et Thoreau¹, sont plus d'actualité que jamais. A mes yeux, le sommet de l'Assemblée de Grand Rapids fut la participation de plein droit des Amérindiens, avec qui nous avons dansé, pieds nus dans l'herbe humide. L'un deux, Richard Twiss - ou *Taoyate Obnain*² - a dit en quintessence: «Beaucoup de nations et de personnes n'ont plus de lien fort avec leur terre en tant que lieu sacré et source d'identité.» Dans son discours devant plus de mille personnes, Twiss, représentant éminent des Sioux Lakota et théologien, a ajouté: «La Bible a été utilisée pour diaboliser pratiquement tout ce qui est important pour notre sentiment culturel d'être un avec Dieu et la création.» Il a ainsi illustré le grand tournant du retour à la sagesse des peuples premiers, Amérindiens sur la voie d'une renaissance, Kogis de Colombie, habitants de Papouasie/Nouvelle-Guinée spoliés à grande échelle par les multinationales, et tant d'autres peuples - pas seulement dans le Maghreb et au Moyen-Orient - dont les protestations parviennent jusqu'à nous. Ils ont des lumières qui nous montrent la porte de sortie du système

mortifère que la catastrophe de Fukushima a mise en évidence.

Nous aurions dû procéder à une remise en question fondamentale du système il y a quarante ans déjà... Ce sont quatre scientifiques du MIT (Massachusetts) - trois États-Uniens et un Norvégien - qui avaient rendu public en 1972 le fameux rapport au Club de Rome sur *Les limites de la croissance*, avertissant le monde des dangers qu'il encourt si tout continue de croître dans un monde fini (et non infini)³. Je m'étais joint à l'époque à ce mouvement. Nous n'avons guère été écoutés... surtout pas par les politiciens.

La décroissance, ça vous dit ?

Cela devient éclatant: *sauver le climat est incompatible avec le capitalisme*⁴. Aujourd'hui, la conviction qu'il est indispensable d'inverser la croissance est relayée par un mouvement à plusieurs facettes, les décroissants, les objecteurs de croissance, les casseurs de pub, les partisans d'une austérité volontaire, et de villes en transition⁵. Tout de suite, une mise en garde: ces citoyennes et citoyens responsables ne préconisent aucunement le retour à l'éclairage à la bougie, ou même aux cavernes, comme les en accusent certains de leurs adversaires mal intentionnés... Il suffit de voir la multitude, la variété et les exemples de propositions⁶ dans le cadre d'une *décroissance conviviale*, joyeuse, seraine, réfléchie, participative et qualitative; alors la *qualité de vie sera croissante*. Un adjectif indispensable: la décroissance sera *sélective*; nous devons décroître, dans la société de consommation invasive, et les pays pauvres ont le droit de «rattraper», après tout ce que nous leur avons dérobé... Essentiel: la décroissance s'inspire d'une spiritualité diverse, multiple. Il faudrait un autre article pour développer cette dimension.

La décroissance n'est pas une idéologie, mais plutôt une incitation à créer une nouvelle société équitable. Sous peine de voir l'humanité disparaître. 66 ans ont passé depuis

la publication des écrits du philosophe français René Guénon, annonçant, en 1946: «La civilisation moderne marche à grands pas vers la catastrophe finale.»⁷ Les avertissements à ce sujet se multiplient depuis le début du troisième millénaire: nous sommes déjà dans cette crise⁸. Vous me direz: paroles d'intellectuels, pures spéculations ! Peut-être, mais les vraies paroles prophétiques ont été prononcées par les Indiens kogis⁹: «Nous allons disparaître comme nation, mais vous avec !»

Pour que vive une humanité humanisée, et que cesse l'exploitation frénétique de notre terre, indignez-vous ! Et engagez-vous !^{10 11}

Théo Buss

(adaptation d'un texte paru dans le cadre du livre de Remy Co-sandey: «Le peuple des moutons», Editions G d'encre, 2011)

¹ Les deux philosophes Henry David Thoreau (1817-1862), auteur du bestseller «Walden ou la vie dans les bois» et Ralph Waldo Emerson (1803-1822) sont les précurseurs d'une austérité volontaire et inspirent des mouvements jeunes jusqu'à aujourd'hui.

² «Il est avec son peuple».

³ Donella Meadows, Dennis Meadows, Jörgen Randers, William Behrens III: «The Limits to Growth, A Report to the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind», A Potomac Associates Book, Universe Books, New York, 1972 (205 p.). Traduction française: «Halte à la croissance ?» Fayard, 1972, 314 p. (traduit en 30 langues et vendu à 12 millions d'exemplaires).

⁴ Une des banderoles des manifestants altermondialistes lors du G-20 de Londres, en avril 2009.

⁵ Transition vers une société sans pétrole, cf. www.ecoattitude.org

⁶ Les écrits sur la décroissance foisonnent. Serge Latouche en est un des penseurs et porte-paroles les plus remarquables, cf. *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006. Voir aussi la note 11.

⁷ In «La crise du monde moderne», Tradition nrf Gallimard, 1946, rééditions 1973 et 2009.

⁸ «L'utopie ou la mort» (René Dumont, 1973), «Small is beautiful» (E. Schumacher, 1973), «Brouillons pour l'avenir» (Christian Comelieu, éd., 2003), «Une société à la dérive» (Cornelius Castoriadis, 2005), «Le dérèglement du monde» (Amin Maalouf, 2009), «Le temps des crises» (Michel Serres, 2009), «Le capitalisme à l'agonie» (Paul Jorion, 2011), ...

⁹ «Les Indiens kogis», présentés par Eric Julien, Muriel Fifils et Jean-Marie Pelt, Actes Sud, 2009.

¹⁰ En vous inspirant d'un militant de 93 ans, Stéphane Hessel: «Indignez-vous !» Indigène éditions, 2011. Et «Engagez-vous !», entretiens de Stéphane Hessel avec Gilles Vanderpooten, Ed. de L'Aube, 2011.

¹¹ Pour approfondir le sujet de la décroissance, consulter le site de Matthieu Despont, mon collègue enseignant à l'Université populaire; cours «La décroissance, ça t'effraie ?» (<http://martouf.ch/documents/258.html> et <http://martouf.ch/document/248-la-decroissance-un-nouveau-projet-de-societe.html>)

Rosa Luxemburg (1871-1919)

Cette grande figure du socialisme et du communisme européen, née le 5 mars 1871 à Zamosc (Pologne), a été assassinée à Berlin le 15 janvier 1919 par les corps francs qui avaient écrasé les révolutionnaires spartakistes. Elle a fait de brillantes études secondaires à Varsovie, puis universitaires à Zurich.

Encore lycéenne, elle milite dans l'opposition à l'occupant russe. Menacée d'arrestation, elle se réfugie à Zurich en 1889 et y obtient un doctorat en économie politique avec une thèse intitulée «*Le développement économique de la Pologne*».

A peine arrivée à Zurich, elle rencontre le Lituanien Léo Jogiches, dont elle tombe amoureuse, un sentiment mal partagé car il est jaloux de sa brillante intelligence.

Les nombreuses lettres de Rosa Luxemburg révèlent sa nature profondément féminine: coquetterie constamment

exprimée par son maintien et sa tenue vestimentaire, fort désir (jamais satisfait) d'avoir des enfants, rêve (jamais réalisé non plus) d'une vie de couple en communion avec la nature qu'elle célèbre et admire.

En 1898, elle s'installe à Berlin et acquiert la nationalité allemande, adhère au Parti social-démocrate (SPD) où elle prend rapidement de la place, ainsi qu'à l'Internationale où ses interventions sont très appréciées et ses discours particulièrement écoutés.

Rosa Luxemburg croyait, avec une force extraordinaire, à l'établissement, par la révolution, d'une société plus juste, véritablement socialiste.

Pourquoi en parler en 2012 ?

J'ai choisi deux de ses ouvrages qui peuvent nous proposer des moyens de lutte contre le capitalisme néolibéral et pour

une société mondiale authentiquement socialiste.

«*Réforme ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats*» contient une analyse de la révolution russe de 1905. Lénine voulait faire du parti bolchevique une avant-garde de la classe ouvrière pour la conduire à la victoire dans la révolution. Rosa Luxemburg y voyait une menace de dictature, ce qui s'est d'ailleurs exactement réalisé en URSS. Elle pensait plutôt que la classe ouvrière établirait le socialisme authentique par la liberté.

En application de l'efficacité allemande, Rosa Luxemburg a enseigné dès 1908 à l'école du SPD où elle s'efforçait de vulgariser pour les ouvriers les subtilités du marxisme, philosophie plutôt ardue. Elle a tiré de ses cours un ouvrage intitulé «*L'accumulation du capital*» où elle explique que le capitalisme crée l'impérialisme.

Ces deux ouvrages me paraissent rester d'une brûlante actualité et l'on ne peut qu'en conseiller la lecture.

Je dois à la vérité de mentionner deux bémols à cette brève esquisse de l'oeuvre de Rosa Luxemburg:

- Elle n'a pas vu qu'en Allemagne, pendant la deuxième partie du XIX^e s., les conditions de salaire et de logement s'étaient considérablement améliorées, notamment grâce à la politique sociale du chancelier Bismarck qui visait à freiner la montée du socialisme. Effectivement, les ouvriers étaient moins portés à faire la révolution.

- Obsédée par son rêve de créer un monde meilleur égalitaire, elle n'a pas mesuré qu'un tel projet exigeait des hommes intelligents, travailleurs, foncièrement honnêtes, incorruptibles et que de tels hommes étaient difficiles à trouver.

Mais on ne saurait lui reprocher d'avoir donné sa vie pour ce monde meilleur.

Georges Nydegger

Un exemple à suivre: Maïti Girtanner

L'Eglise catholique a publié un ouvrage pour marquer le début du XXI^e siècle. Il comporte 365 portraits journaliers de personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont mené une vie chrétienne exemplaire.

J'ai retenu celui de Maïti Girtanner. En 1940, elle a 18 ans, est une belle jeune fille, intelligente, active, qui donne déjà des concerts de piano. Française et très patriote, elle s'engage dans la Résistance. Trop téméraire, elle est arrêtée en 1943 à Paris, par la Gestapo. Elle sera torturée par un médecin nazi, Léo, qui lui injecte du poison dans la colonne vertébrale pour la rendre folle. Elle survit à ces horreurs sans perdre la raison, mais sa santé est durablement délabrée, ses souffrances continues.

En 1985, elle reçoit un coup de téléphone: «C'est vous Léo! J'ai immédiatement reconnu

voire voix!» Léo souffre d'un cancer, il lui reste trois mois à vivre et il aimerait rencontrer Maïti pour lui demander pardon. Elle accepte et il vient à Paris. «Vous voyez dans quel état vous m'avez mise?» Mais elle lui pardonne. Pour pouvoir le faire, elle demande aide à Dieu parce que les tortures subies lui reviennent en mémoire. Pardonné, Léo retourne en Allemagne où il meurt. Maïti téléphone souvent à sa veuve.

Le comportement de Maïti Girtanner m'a bouleversé. Elle m'a appris que le pardon est possible, quelle que soit l'atrocité de l'offense. C'est une magnifique leçon de dignité chrétienne.

Georges Nydegger

(pour un témoignage complet: *Maïti Girtanner: Même les bourreaux ont une âme*, Ed. CLD, Tours, 2006)

Yehudi Menuhin: «Ceux qui vivent par l'épée périront par l'épée»

A la suite de notre journée de février 2012, consacrée à la situation en Israël et Palestine, notre ami François Courvoisier nous a suggéré de publier le texte d'un discours prononcé par Yehudi Menuhin (1916-1999), devant la Knesset. Le 5 mai 1991, le célèbre violoniste y recevait le prix Wolf, important prix attribué par l'Etat d'Israël à des personnalités du monde entier pour des réalisations dans l'intérêt de l'humanité et des relations pacifiques entre les peuples, et cela dans les domaines artistique et scientifique.

J'aimerais rappeler les mots de Salomon, sans doute le plus avisé de tous les hommes, ces mots écrits afin que nous les observions éternellement: «Mon fils, n'oublie pas mon enseignement; que ton coeur retienne mes recommandations. Car ils te vaudront de longs jours, des années de vie et de paix. Que la bonté et la vérité ne te quittent jamais: attache-les à ton cou, inscris-les sur les tablettes de ton coeur; et tu trouveras faveur et bon vouloir aux yeux de Dieu et des hommes». Jamais ces mots n'ont été aussi opportuns qu'aujourd'hui, dans ce monde déchiré par les conflits et le malheur. La peine, l'angoisse et l'horreur nous entourent - le moment n'est-il pas venu pour nous, Juifs réunis ensemble en Israël, de reconnaître notre suprême destinée: celle de guérir et d'aider ?

La réciprocité est la loi pragmatique de toutes les sociétés. Ceux qui vivent par l'épée périront par l'épée, et la terreur et la peur. La haine et le mépris sont mortellement infectieux. Et dans le même esprit, vous devez aimer si vous désirez

être aimé, vous devez faire confiance pour que l'on vous fasse confiance, et servir pour que l'on vous serve.

Mes amis, Israël a atteint l'âge de la maturité. Le moment est venu. Relevez ce défi. Ne calculez pas vos actions dans les ténèbres de la peur; mais plutôt dans la lumière éclatante des paroles du Roi Salomon, sinon vous continuerez à vous laisser gouverner par cette peur et cette violence, vous resterez un camp retranché tant que vous survivrez.

Quelles que soient les alternatives, il doit y avoir une réciprocité absolue, une égalité absolue, la reconnaissance mutuelle de la dignité de la vie, le respect des traditions de chacun et de son histoire. Telles sont les conditions sine qua non de la paix. Et non une paix qui serait un hiatus afin de préparer d'autres guerres, mais la paix dans sa signification intégrale, la paix qui doit rester et qui restera une lutte constante et noble.

Cette offre ne peut venir que du plus puissant. Ce pays

ne deviendra fort et confiant en l'établissement d'amitiés nouvelles et honorables que lorsqu'il acceptera le fait inéluctable qu'en son sein vivent des gens tout aussi attachés à la terre, prêts à mourir eux aussi pour leurs idéaux et destinés en fin de compte à devenir amis

Un fait est absolument évident: cette façon improductive de gouverner par la peur, par le mépris des dignités essentielles de la vie, cette constante asphyxie d'un peuple dépendant devrait être la dernière chose acceptée par ceux-là même qui savent trop bien l'horrible signification, la souffrance inoubliable d'une telle existence.

Il est indigne de mon noble peuple, le peuple juif qui s'est efforcé de rester fidèle à un code de droiture morale durant quelque cinq mille ans, qui est capable de créer et d'établir un pays et une société tels que nous le voyons autour de nous, de pouvoir encore refuser le partage de ses grandes qualités et de ses bénéfices à ceux qui séjournent parmi eux.

Vertige

Sylviane Herranz a publié, dans «*l'Événement syndical*» du 25 avril 2012, des chiffres qui donnent le vertige.

Parce qu'on n'en parle pas assez, je trouve utile de répéter ici ces chiffres impressionnants. Selon l'Internationale des travailleurs du bois et du bâtiment, chaque année environ 100'000 travailleurs de la construction perdent la vie sur leur chantier. L'amiante tue encore chaque jour 300

personnes. Dans l'agriculture, les pesticides font des ravages jamais estimés.

Pour leur part, les syndicats de l'industrie, qui comptent 50 millions de membres, estiment que 16'400 travailleurs périront en 2012 à cause de leur travail. Une maladie professionnelle non mortelle sera diagnostiquée chez 1'570'000 d'entre eux. Il y aura encore des millions de travailleurs qui seront blessés au travail. Et ces chiffres ne découlent que des

cas reconnus officiellement.

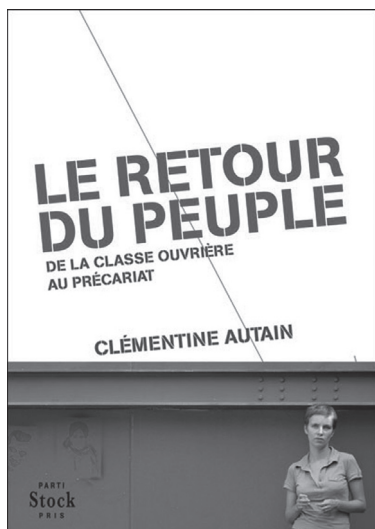
Sylviane Herranz l'affirme, le capital tue parce que les mesures de protection de la santé sont autant de coûteuses entraves au profit maximum attendu par ses propriétaires. Il tue dans les usines, dans les chantiers, dans les champs, mais aussi dans les bureaux feutrés où certains employés, poussés au rendement, ne trouvent d'autre recours que de s'ôter la vie.

Pierre Aguet

Des chiffres
et des
lettres

Le retour du peuple Clémentine Autain, Stock, 2012

Le sous-titre de ce livre est bien formulé: «de la classe ouvrière au précarariat». En cent pages à peine, Clémentine Autain explique pourquoi le peuple s'est réfugié dans l'abstention et, pire encore, vote pour le Front National. En suisse, c'est le même problème, avec l'UDC à la place du Front National. L'auteur connaît



bien le sujet car elle a été adjointe au maire de Paris et elle est actuellement animatrice de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, membre du Front de gauche, et s'est activement engagée dans la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon.

Pour Clémentine Autain, «le peuple» avait disparu de notre vocabulaire. Même à gauche, la référence ne faisait plus recette et le mot paraissait démagogique ou ringard. Le peuple morcelé, atomisé, avait quitté l'imaginaire collectif. En des temps marqués par l'atonie des idéaux et la baisse de la conflictualité politique, on lui préférerait «l'opinion», «les gens» ou «l'électorat». Et voilà que le peuple fait son retour. Dans le débat public, dans les discours politiques, la référence n'est plus boudée.

Un petit extrait de l'ouvrage: «Prendre langue avec le peuple, c'est déconstruire les

discours qui le traitent avec condescendance, qui entendent le mettre à distance de la politique. Or, au moment même où le peuple reprend de la vivacité, de la place Tahrir à Occupy Wall Street, il est considéré par une partie des élites comme suspect et dangereux». Le livre de Clémentine Autain doit absolument être lu par tous ceux qui s'inquiètent de la dérive élitiste de la politique.

En conclusion, je me permets de citer un souvenir: quand j'ai commencé mon engagement politique en 1964, presque la moitié des députés de gauche du canton de Neuchâtel étaient des ouvriers ou des employés de la base. Maintenant, ils se comptent sur les doigts d'une seule main. Il est temps qu'on leur redonne la parole et qu'ils ne soient pas seulement des candidats-alibi sur les listes électorales.

Rémy Cosandey

Dieu, ce beau mirage Michel Bavaud, L'Aire, Vevey, 2012

Les éditions de L'Aire ont publié, le printemps dernier, un livre que je recommande à tous nos lecteurs. La presse a présenté ce pavé comme le reniement d'un homme qui a été un chrétien très actif toute sa vie dans l'église catholique de Fribourg et qui, à 85 ans, reniait sa foi. Il m'apparaît bien au contraire que cette foi en Dieu est plutôt confirmée et que ce ne sont que les pratiques du Vatican, et en particulier de Jean-Paul II, qui sont l'objet de ses regrets pour ne pas dire de sa révolte. Avant tout commentaire, je vous propose la lecture de paragraphes choisis.

Je n'avais pas de preuves à donner, mais se peut-il qu'il y ait dans notre coeur une telle soif d'absolu, un tel appel au bonheur pour qu'il y soit par hasard ? Pour qu'il ne soit que le produit de la longue émergence évolutive de l'humanité?

Je ne peux me résoudre à penser que l'Univers et ses lois, que les minéraux et leurs compositions chimiques, que les plantes et leurs tropismes, que les animaux et leurs instincts, que les hommes et leurs intelligences ne soient que le fruit du hasard. Voltaire lui-même, dans son désir pour tant farouche de détruire les religions, a concédé l'hypothèse de l'Horloger.

J'aurais tellement aimé que toutes les luttes pour la justice sociale soient présidées par des croyants alors que les religions freinaient et freinent encore des quatre fers les revendications légitimes. Tant que la verticalité de la Croix a la priorité sur l'horizontalité des hommes à aimer ou du moins à respecter, il est logique que la Foi en un Dieu muet soit considérée comme un obstacle à la justice et à la liberté.

Promettre des lendemains qui chantent... dans l'au-delà, c'est en effet un opium du peuple et surtout une assurance immédiate et très terrestre pour les puissants.



Fédération romande des socialistes chrétiens

Qui sommes-nous ?

- Des militant-e-s et sympathisant-e-s du parti socialiste, des autres partis de gauche, des syndicats et des organisations luttant pour la justice sociale.
- Des chrétien-ne-s convaincu-e-s que leur foi et leur espérance les engagent à lutter pour la Justice, la Paix et la sauvegarde de la Création.
- Des croyant-e-s cherchant à approfondir leur foi et à la mettre en pratique.
- Des croyant-e-s désirant promouvoir leurs convictions au sein des Eglises et des organisations de gauche.

Nos activités

- Publication de notre bulletin «L'Espoir du Monde», fondé en 1908, porte-parole de nos idées et de nos réflexions.
- Organisation de journées de rencontre sur un thème particulier.
- Communiqués de presse défendant une position socialiste-chrétienne lors de votations.
- Mise à disposition d'orateurs pour des groupes, paroisses, partis, syndicats, ..., souhaitant réfléchir à la problématique foi - engagement social ou politique.
- Selon les possibilités de nos membres, réunion de groupes locaux et régionaux.

Nos objectifs

(Article 3 des statuts)

- La FRSC poursuit les buts suivants :
- elle porte un regard chrétien sur le socialisme, au sens large du terme,
 - elle ouvre des débats sur l'éthique et la spiritualité,
 - elle propose un soutien critique à la réflexion et à l'action des Eglises et des mouvements de gauche,
 - elle recherche et encourage le débat avec les chrétiens non socialistes ainsi qu'avec les socialistes non chrétiens,
 - elle contribue à la réflexion des membres dans le domaine de la spiritualité et de la cohérence personnelle.

La condamnation et la peur du communisme furent bien plus grandes que les réserves émises contre les fascismes. Pourtant, la peste brune avait ravagé la santé morale des ouailles et des plus gradés de leurs bergers bien plus que la contamination du choléra rouge.

Les despotes qui entassent des milliards en spoliant leurs citoyens ne sont guère culpabilisés par la «morale» officielle. Les bons chrétiens capitalistes myopes et dyslexiques traduisent un petit bout de la Genèse «Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front» par «dorénavant, je gagnerai ma brioche de chaque jour, mon avion privé, mes châteaux secondaires aux quatre coins de la planète, mes titres en bourse, mes dépôts bancaires numérotés et diversifiés, mes actions et mes obligations planquées et mes caprices somptuaires à la sueur du front de mes concitoyens, de mes employés, de mes ouvriers et de mes domestiques.» Et ils ont l'audace de s'étonner que l'on s'étonne ! Si on a dû appeler les réflexions des Boff, des Guttierrez, des Helder Camara et de plusieurs autres, «théologie de la libération», c'est qu'il

y en avait une autre périmée, qui fut «théologie de l'oppression», ou du moins, puisqu'on n'en est plus aux bûchers de l'Inquisition, à une «théologie de la soumission». A chaque fois que Rome condamne un théologien courageux, j'entends le coq chanter. Et je suis assez vieux pour l'avoir entendu bien plus souvent que trois fois.

La prééminence de la «parole de Dieu» irréformable sur toute explication basée sur les découvertes et les analyses scientifiques fait partie de l'arsenal de la «guerre sainte» des croyants. Alors que la Foi en un Créateur devrait au contraire se réjouir de toute découverte scientifique nouvelle puisque mieux connaître une oeuvre fait partie de notre reconnaissance envers l'auteur.

Voici, cueillis dans les trois premiers chapitres de ce petit livre de 216 pages, quelques paragraphes qui vous donneront, je l'espère, l'envie d'en lire plus. Il y a tant et tant d'affirmations et de réflexions dans ce livre qui correspondent profondément à la sensibilité des membres de la FRSC que je risque fort d'y revenir...

Pierre Aguet

Dis, pourquoi tu travailles ?

Pierre Farron, Ed. Ouverture, Le Mont-sur-Lausanne,

Chargé d'un ministère dans le monde du travail, le pasteur vaudois Pierre Farron vient de publier une réflexion sur le monde du travail, à partir de plusieurs sources: sciences humaines et textes bibliques fondamentaux.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur ce livre important que nous recommandons d'ores et déjà à nos lecteurs.

Avis à nos lecteurs au sujet de la parution de l'Espoir du Monde

Notre journal est rédigé et mis en page grâce à un travail entièrement amateur et bénévole.

Cela a pour conséquence qu'il dépend de la disponibilité des auteurs des articles et, surtout, de son rédacteur. Cela explique qu'il s'est passé un très long intervalle entre le dernier numéro et celui-ci, qui est cependant un peu plus épais que d'habitude.

Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette éclipse et ferons tout pour assurer une parution plus régulière en 2013.

J.-F. Martin, rédacteur

Publications de la Fédération romande des socialistes chrétiens

Bulletin trimestriel

L'Espoir du Monde, Organe de la fédération romande
Abonnement annuel Fr. 20.-

Brochures

**Engagez-vous, qu'il disait, Foi chrétienne et engagement politique.
Réflexion sur un parcours, sur une motivation, sur une responsabilité**
par Pierre Aguet (28 p., 1995) Fr. 8.-

La Fédération romande des socialistes chrétiens. Evocation historique
par Jean-François Martin (32 p., 1998) Fr. 8.-

CD et cassettes audio (préciser CD ou cassette lors de la commande)

Un monde sans cap
Exposé de M. Ignacio Ramonet, directeur du Monde diplomatique,
lors de la journée d'étude de la FRSC (1996) Fr. 20.-

Les limites de la compétitivité
Exposé de M. Riccardo Petrella, fondateur du Groupe de Lisbonne, lors de la
journée d'étude de la FRSC (1998) Fr. 20.-

Capitalisme: peut-on reprendre le contrôle ?
Exposés de M. Ignacio Ramonet et de Mme Marianne Huguenin, lors de la
journée d'étude de la FRSC (2008) Fr. 20.-

(Prix port compris)

Commandes: J.-F. Martin, Saules 9, CH-1800 Vevey
Tél. + fax: 021/944 56 71; redaction@frsc.ch

Sommaire n° 149-150

- 1 A qui profite la dette (journée du 13 février 2013)
- 2 P.-V. de l'assemblée générale du 4 février 2012
- 3 Programme de la journée du 13 février 2013
- 4 Remets-nous notre dette... (A. M.)
- 5 Une dette illégitime ? (P. Aguet)
- 6 La décroissance... ou la mort (T. Buss)
- 8 Rosa Luxemburg (G. Nydegger)
- 8 Un exemple à suivre: Maïti Girtanner (G. Nydegger)
- 9 Y. Menuhin: «Ceux qui vivent par l'épée périront par l'épée»
- 9 Vertige (P. Aguet)
- 10 C. Autain: Le retour du peuple (R. Cosandey)
- 10 M. Bavaud: Dieu, ce beau mirage (P. Aguet)
- 11 Avis à nos lecteurs

A nos lecteurs

Ce numéro vous parvient avec un bulletin de versement qui vous permettra de renouveler votre cotisation à la Fédération romande des socialistes chrétiens (fr. 40.- par année, abonnement compris) ou l'abonnement seul (fr. 20.-).

Il n'est pas nécessaire de vous rappeler que nous avons besoin de votre soutien, notre journal ne bénéficiant d'aucune subvention ou faveur postale. Merci de faire de la publicité autour de vous. Le rédacteur tient à disposition des exemplaires du journal à distribuer à d'éventuels lecteurs. Nous savons que les chrétiens engagés sont nombreux dans les partis de gauche et les syndicats et que beaucoup de paroissiens ont le cœur du même côté que nous...

Le Comité romand

A adresser à M. J.-F. Martin, Saules 9, 1800 Vevey (ou redaction@frsc.ch)

- Je souhaite m'abonner à L'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.- au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite devenir membre de la Fédération romande des socialistes chrétiens et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris) au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

E-mail:

Date et signature:

L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

anciens titres:

«Voies Nouvelles» 1918-1947
«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

Editeur:

Fédération romande des
socialistes chrétiens
www.frsc.ch

Président: Vincent Léchaire,
Verdonnet 20, 1010 Lausanne
vincent.lechaire@gmail.com

Rédacteur: Jean-François Martin,
Saules 9, 1800 Vevey,
redaction@frsc.ch

Administration: Georges
Nydegger, Falquêts 15,
1223 Cologny

Imprimerie:

Journal de Sainte-Croix et envi-
rons, 1450 Sainte-Croix

Abonnements:

Fr. 20.- (1 an / 4 numéros)
Fr. 40.- (y c. cotisation à la
FRSC)
CCP 10-16048-6, Féd. rom. des
socialistes chrétiens, Cologny